

LA COUVERTURE MÉDIATIQUE DU GÉNOCIDE EN PALESTINE

VOL. 2

L'occultation de la colonisation

Étude de cas : La Libre Belgique du 07/10/2023
au 07/10/2024

ZiNTV

MEDIA D'ACTION COLLECTIVE

2025

Avec le soutien de la Fédération Wallonie-Bruxelles

À l'heure où nous écrivons ces lignes, la famine organisée par le régime israélien à l'encontre des Gazaoui.es touche l'ensemble de la population. Selon Médecins sans frontières, près de 80% des habitants de Gaza sont entrés dans le stade 5, celui de famine aggravée, avec des séquelles potentiellement irréversibles[1]. Alex de Waal, de la World Peace Foundation, affirme il n'y a pas eu, depuis la Seconde Guerre mondiale, de famine organisée et planifiée de façon aussi méthodique. Il rappelle que cette famine pourrait être évitée, car elle est entièrement orchestrée par l'humain et non due à des conditions climatiques [2].

En plus de cette famine délibérée, l'armée israélienne continue à bombarder massivement Gaza.

Ici, en Belgique, le mouvement dit pro-palestinien organise quotidiennement de nombreuses actions pour pousser notre État à agir et à se conformer, au minimum, au droit international. En vain. Au contraire, les manifestant.es sont régulièrement agressé.es par la police, et leur droit à manifester et à s'exprimer est fréquemment bafoué.

Face à tout cela, les mots nous manquent. Que peut faire un média d'action collective en temps de génocide ? La gravité de la situation peut donner l'impression que l'analyse des représentations collectives est dérisoire. Peut-être un peu. Mais il nous paraît essentiel de tenter d'offrir des clefs de lecture et de compréhension face à cette aberration. C'est ce que nous avons cherché à faire en rédigeant ce dossier pédagogique.

L'équipe de ZIN TV
Bruxelles, le 24 juillet 2025

[1] <https://www.medicinssansfrontieres.ca/palestine-la-malnutrition-aigue-atteint-un-niveau-record-dans-deux-centres-de-sante-de-msf-a-gaza/>

[2] <https://x.com/AJEnglish/status/1947363445822918672>

INTRODUCTION

Cet outil pédagogique s'intègre dans une série d'outil d'analyse critique des médias dont le fil rouge est d'interroger la colonialité de nos représentations. Fin 2024, nous avons publié un outil intitulé « *La représentation médiatique du génocide en Palestine* ». Ce premier volume mettait en lumière les principaux biais de la couverture médiatique du génocide en Palestine.

Une des caractéristiques principales que nous avons relevées était **la marginalisation de la colonisation et de la nature coloniale du régime israélien**. Ce qui, selon nous, empêche de comprendre la logique génocidaire à l'œuvre en Palestine, dépolitise la situation et nous empêche de nous mettre en action contre cet état de fait (lire plus bas la partie « notre analyse »).

A travers cette nouvelle publication, nous analysons donc de manière plus détaillée des exemples où cette occultation est mise en œuvre.

Nous avons fait le choix de nous intéresser à la couverture d'un seul titre de presse écrite belge, La Libre Belgique, sur une année, du 7 octobre 2023 au 7 octobre 2024. Lors de notre travail de recherche effectué pour réaliser le premier volume, nous avons été interpellés à plusieurs reprises par le parti-pris israélien univoque de certains articles et édito de La Libre Belgique. Par ailleurs, il s'agit d'un journal considéré comme un *quality paper*, un journal de référence et il bénéficie d'une audience relativement importante[1].

En nous intéressant de plus près à la couverture de La Libre, il nous a semblé qu'il s'agissait un exemple remarquable d'écriture coloniale de l'actualité, raison pour laquelle, nous nous sommes focalisés dessus. A partir des analyses proposées au sein de ce dossier, l'objectif est de constituer une grille de lecture critique des médias qui soit applicable à d'autres titres et d'autres sujets.

Ce travail a été rendu possible grâce au soutien de Media Bias Meter (<https://www.mediameter.xyz>), un projet de Tech for Palestine [2], qui a mis ses outils et ses compétences à disposition. Nous les remercions pour leur soutien et vous invitons à découvrir leurs nombreuses initiatives.



[1] La Libre Belgique = 402.530 lecteurs quotidiens en 2024 : <https://www.lesoir.be/635414/article/2024-11-12/le-soir-se-renforce-comme-premier-quotidien-de-reference>

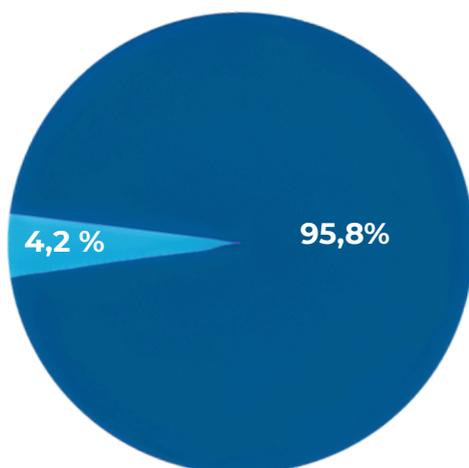
[2] <https://techforpalestine.org/>

ANALYSE QUANTITATIVE

D'après les données récoltées, entre le 7/10/23 et le 7/10/24, **2651** articles abordant le « conflit israélo-palestinien » ou la « guerre entre le Hamas/Gaza et Israël » (tout type d'articles confondus[3]) sont parus sur le site de La Libre Belgique.

Parmi, ces articles nous avons sélectionné tous ceux où **le terme colonisation apparaît au moins une fois.**

111 articles contiennent le mot "colonisation" soit **4,2%** des articles publiés sur ce sujet pendant cette période.

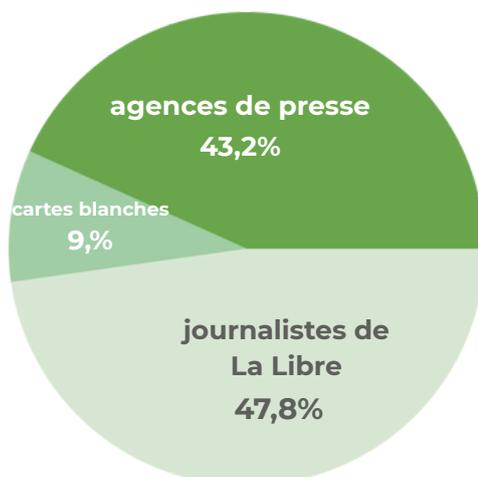


Sur ces **111** articles, **48** articles proviennent d'agences de presse (Belga ou AFP), soit **43,2%**

Le fait que près de la moitié des articles proviennent de Belga ou de l'AFP montre que la rédaction se repose sur les mêmes sources primaires pour traiter le sujet.

Ce qui implique une moins grande diversité éditoriale et nous pouvons donc raisonnablement conclure qu'il existe une certaine **homogénéisation** dans la manière dont le sujet est traité.

Enfin, sur ces 111 articles, **10** sont des cartes blanches et des contributions externe, soit **9%**.



[3] <https://www.lalibre.be/page/mission-valeurs-la-libre-belgique/#articlestype>

ANALYSE QUALITATIVE

L'analyse quantitative démontre clairement une marginalisation du paradigme colonial. L'analyse qualitative la confirme.

Lorsque la colonisation est évoquée, elle l'est le plus souvent de manière **anecdotique**, c'est-à-dire qu'elle est mentionnée mais rarement expliquée. Autrement dit, le mot apparaît, mais rarement en rendant compte du système qu'il désigne.

Par ailleurs, les critiques de la colonisation proviennent majoritairement d'**acteurs tiers** et pas directement du journaliste qui a écrit l'article. Elle émane, généralement, d'acteurs extérieurs (représentant.es de partis politiques, d'instances internationales, militant.es, analystes) ou de contributeur.ices à la rubrique opinion.

A notre sens, cela démontre une **délégation de la critique aux marges du discours**. Le journal se contente de rapporter cette analyse parfois avec des guillemets qui marquent une prise de distance.

La narration globale reste structurée autour :

- du traumatisme israélien du 7 octobre
- de la nécessité pour Israël de se défendre,
- de la dénonciation du "terrorisme" du Hamas tandis que l'armée israélienne est normalisée comme actrice légitime de "riposte"
- avec une plus forte empathie pour les victimes israéliennes.

Ce déséquilibre sémantique structure **une logique coloniale du récit** : les colonisés ne sont pas sujets agissants et pensants mais des objets de discours (quand ils ne sont pas simplement invisibilisés).

Par ailleurs, même lorsque les violences de la colonisation sont décrites, elles sont souvent attribuées à des groupes extrémistes ou à l'"extrême droite israélienne", dissociant ces actes de violence du projet colonial d'État dans son ensemble.

La colonisation devient donc un élément périphérique, rarement mobilisé pour comprendre les causes profondes du « conflit » en cours.

NOTRE ANALYSE

Refuser de nommer la colonisation, c'est, d'une certaine manière, rendre le génocide illisible.

Comme le rappelle le sociologue Abaher El-Sakka dans l'ouvrage *Gaza, une guerre coloniale* (2025), la violence israélienne doit être lue comme une violence totale, c'est-à-dire « une pratique délibérée de perturbation de l'ensemble des composantes de la société palestinienne, dans tous les aspects de la vie politique, économique et sociale. Cela va des pratiques violentes extrêmes (tentative d'effacement, meurtres, destructions) aux pratiques de "violence ordinaire", c'est-à-dire dans la vie quotidienne. »[4]

Or le prisme médiatique dominant réduit la violence à ses manifestations spectaculaires (bombardements, affrontements, attentats) en ignorant sa dimension structurelle.

Le 7 octobre devient alors l'origine de la violence, et non ce qu'il est réellement : une réponse à plus de 75 ans de dépossession, de siège, de désintégration sociale et territoriale.

Réduire le génocide à une "réaction" à cet événement, revient à blanchir le colonialisme en l'extrayant de l'analyse. Car la violence coloniale israélienne n'est pas conjoncturelle mais systémique. Elle est tissée dans le quotidien des Palestiniens à travers des mécanismes de siège, de fragmentation territoriale et politique, de contrôle permanent, d'urbanicide, d'écocide, de culturicide, ...

Dans ce cadre, le génocide n'est pas un accident, mais un moment extrême de cette violence totale, lorsque l'État colonial considère qu'il peut, ou qu'il doit, administrer la mort à grande échelle pour poursuivre sa mission historique d'élimination.

Ce schéma constant d'occultation, de dépolitisation et de décontextualisation de la réalité coloniale ne relève pas du hasard, ni de la simple négligence journalistique et n'est certainement pas propre à La Libre Belgique. Il participe pleinement d'un régime de colonialité de l'information, où l'on légitime l'État colonisateur (Israël) et délégitime la résistance de la population colonisée (les Palestiniens).

Ici, la colonialité des médias est une infrastructure essentielle de la guerre. Elle permet de justifier l'injustifiable, de rendre acceptable la destruction de tout un peuple. Tant que les médias continueront à effacer cette réalité, ils participeront pleinement à la guerre épistémique qui accompagne la guerre matérielle.

[3] *Gaza, une guerre coloniale*. Sous la direction de Véronique Bontemps et Stéphanie Latte Abdallah. Ed. Actes Sud, 2025



COMMENT SE SAISIR DE L'OUTIL ?

Notre objectif est de montrer comment certains choix de mot, de vocabulaire ou d'angles éditoriaux participent d'une vision partielle, coloniale et orientaliste de la situation en Palestine.

Pour ce faire, nous avons analysé 2 articles de fond écrits par des journalistes de *La Libre Belgique*. A partir de ces 2 analyses proposées au sein de ce dossier, l'idée est de vous inviter à constituer une grille de lecture critique des médias qui soit applicable à d'autres titres et d'autres sujets.

Cet outil s'articule avec un précédent intitulé "[La représentation médiatique du génocide en Palestine](https://zintv.org/outil/le-traitement-mediatique-du-genocide-en-palestine/)" (2024) disponible sur notre site dans la section outils : <https://zintv.org/outil/le-traitement-mediatique-du-genocide-en-palestine/>

Ce premier volume mettait en lumière les principaux biais de la couverture médiatique du génocide en Palestine. Nous vous invitons à le consulter en complément à ce présent outil.

Avant de commencer l'analyse, il peut être utile de laisser à chaque participant.e l'espace pour exprimer ce que lui évoque le sujet, afin d'évaluer le degré de connaissance du groupe sur la question, d'identifier leurs représentations initiales et si elles ont changé à la suite de la discussion :

- Que vous inspire le titre de l'article ?
- De quoi va parler cet article selon vous ?
- Qu'est-ce que vous évoque le terme « colonisation » ?

Ensuite, pour chaque extrait analysé dans le cadre de ce dossier, **après avoir lu l'article** dans son intégralité, nous vous invitons à vous poser les questions suivantes :

- Qui est l'auteur de l'article ? Un journaliste du journal? Une agence de presse (Belga, AFP)? Une contribution externe (carte blanche, etc.)?
- Qui parle ? Quels sont les témoins, experts, politiques interrogés ? Comment sont-ils représentés ? Quels termes sont utilisés pour les décrire ?
- Qu'apprend-t-on de la situation ?
- De quoi l'article ne parle-t-il pas ou peu ? Quelles informations sont survolées ou manquantes pour bien comprendre la situation, selon vous ? Au contraire, sur quels mots et quelles informations l'article insiste-t-il ?
- Quels mots, quelles expressions sont mises entre guillemets ? Qu'en pensez-vous ?
- Il y a-t-il des phrases qui vous questionnent ?
- Comment auriez-vous fait autrement ?



Qu'est-ce que la colonisation israélienne ?

Une entreprise illégale et impunie

Avant de nous intéresser à l'occultation du colonialisme dans la couverture médiatique du génocide en Palestine, il nous semblait important de **rappeler certains éléments au sujet de la nature de la colonisation israélienne et son illégalité.**

« Dans son avis consultatif du 19 juillet 2024, la CIJ a estimé que l'occupation israélienne des territoires palestiniens est illégale parce qu'elle viole des normes impératives telles que le droit à l'autodétermination et la non-appropriation d'un territoire par la force (...) Elle a considéré que l'occupation était illégale en raison des pratiques inhumaines qu'elle implique et qui témoignent de sa nature raciste et coloniale. »

En juillet 2024, la Cour internationale de justice (CIJ) a jugé que la présence d'Israël dans les territoires palestiniens occupés (Cisjordanie, Gaza, Jérusalem-Est) est illégale. Elle a également déclaré que la politique de colonisation, l'annexion de territoires, l'exploitation des ressources naturelles et les mesures de ségrégation raciale et d'apartheid mises en place par Israël sont illicites. Elle exige que ce régime mette fin à son occupation, démantèle les colonies, évacue les colons, cesse toute annexion et fournisse des réparations complètes aux victimes palestiniennes.[1]

Si cette décision historique a été relativement médiatisée[2], il a peu été rappelé qu'avant cet avis consultatif, **la colonisation israélienne était déjà largement considérée comme illégale au regard du droit international par la majorité des États, des organes onusiens et des experts en droit international**

En fait, l'avis de la CIJ de 2024 élargit cette condamnation en jugeant que certaines pratiques israéliennes (comme le transfert de population, les confiscations de terres, les déplacements forcés, etc.) pourraient constituer des crimes de guerre au sens du Statut de Rome de la Cour pénale internationale, ce qui ouvre la possibilité pour la CPI d'enquêter, voire de poursuivre les personnes qui en seraient responsables. Elle aussi rappelle que tous les États ont l'obligation de ne pas reconnaître la situation résultant de l'occupation comme légale et de ne prêter ni aide ni assistance à son maintien, autrement dit, que les États doivent s'abstenir de tout acte officiel, explicite ou implicite, qui pourrait valider ou légitimer cette situation, que ce soit par des déclarations, des accords bilatéraux, ou d'autres formes de reconnaissance. [3]

Avant de nous intéresser à ce que signifie concrètement la colonisation israélienne pour la population palestinienne colonisée et comment elle se manifeste, nous avons listé **certaines de résolutions de l'ONU et des avis consultatif de la CIJ non respectés par Israël.** Cette liste est loin d'être exhaustive[4] puisque cet État viole le droit international depuis sa création. Nous n'avons choisi de mettre en lumière que des résolutions relatives à la colonisation en tant que telle et la première résolution de l'ONU au sujet de la Palestine.





Qu'est-ce que la colonisation israélienne ?

Une entreprise illégale et impunie

RÉSOLUTION 181 (1947)

Elle pose le cadre du partage de la Palestine et de la création de deux États, ainsi que le statut international de Jérusalem.

Cette résolution ne sera pas respectée par le régime israélien puisqu'il s'empare de 78% de la Palestine mandataire par la force au lieu des 56% promis.

Quelques rappels utiles

En 1947, l'ONU ne comptait que 57 États membres lors du vote de la résolution 181. Aujourd'hui, elle en compte 193.

De nombreux pays actuels n'étaient pas membres de l'ONU en 1947 car ils étaient encore sous domination coloniale.

La résolution 181 attribuait environ 56% du territoire de la Palestine mandataire à l'État juif (soit environ 14 100 km² sur un total de 26 000 km²), alors que la population juive représentait environ 30% de la population totale, et ne possédait qu'environ 6 à 7% des terres à l'époque. La population arabe était largement majoritaire (environ 67 à 70% selon les estimations de l'époque), mais l'État arabe proposé ne couvrait que 42 à 43% du territoire. De plus, le plan divisait la Palestine en plusieurs enclaves morcelées alors que le futur état israélien bénéficiait d'un accès à la mer et à des ressources stratégiques. Par ailleurs, les Palestiniens n'ont pas été consultés sur le plan, qui a été décidé par une faible majorité d'États membres de l'ONU.

Ce plan avait donc été rejeté par les États arabes et les Palestiniens qui le considéraient, à juste titre, comme injuste et comme une négation de leur droit à l'autodétermination

Ben Gourion (futur premier ministre de l'État israélien) et les cadres du mouvement sioniste ont accepté le plan de partage pour obtenir la reconnaissance d'un État juif, tout en anticipant un conflit qui pourrait permettre une expansion future. L'idée que le plan de partage n'était qu'une étape, et non un objectif définitif, est donc largement étayée par les faits et par plusieurs déclarations de Ben Gourion.

Cette résolution ne sera jamais été appliquée puisque les forces sionistes se sont emparées par la guerre et le nettoyage ethnique (la Nakba) de 78% de la Palestine mandataire au lieu des 56% prévus par le plan de partition. Le reste, la Cisjordanie et Gaza, passe sous contrôle jordanien et égyptien. Ces frontières, appelées aussi la ligne verte, deviennent les frontières de facto d'Israël. Ce sont ces frontières, et non celles du plan de partition, qui servent aujourd'hui de référence pour la solution à deux États.

En contradiction totale avec le droit international.

“ L'établissement d'un État [juif] même sur une partie du pays n'est pas la fin mais le début... Cela renforcera nos forces et chaque accroissement de force facilitera la prise de la terre entière... L'établissement d'un État nous donnera la possibilité d'être ce que nous sommes, d'atteindre ce que nous pouvons, et de conquérir le reste du pays.”

[5] Ben Gurion: letter to his son, October 5, 1937



Qu'est-ce que la colonisation israélienne ?

Une entreprise illégale et impunie

RÉSOLUTION 242 (1967)

Suite à la guerre de 1967, le Conseil de sécurité condamne l'« acquisition de territoire par la guerre » et demande le « retrait des forces armées israéliennes des territoires occupés ».

RÉSOLUTION 446 (1979)

Le Conseil de sécurité qualifie Israël de « puissance occupante » exige l'arrêt des « pratiques israéliennes visant à établir des colonies de peuplement dans les territoires palestiniens et autres territoires arabes occupés depuis 1967 », déclare que ces pratiques « n'ont aucune validité en droit » et demande à Israël de respecter la convention de Genève relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre. L'article 49, §6 de la IVe Convention de Genève interdit à une puissance occupante de transférer une partie de sa propre population civile dans le territoire qu'elle occupe.

RÉSOLUTION 607 (1988)

Le Conseil de sécurité réaffirme l'applicabilité de la quatrième convention de Genève relative à la protection des civils en temps de guerre et qu'elle s'applique aux territoires occupés par Israël depuis 1967, y compris Jérusalem ainsi qu'aux autres territoires arabes occupés.

RÉSOLUTION 2334 (2016)

« La résolution 2334 votée en décembre 2016 condamne « toutes les mesures visant à modifier la composition démographique, le caractère et le statut de territoire palestinien occupé depuis 1967, y compris Jérusalem-Est, notamment par la construction et l'expansion de colonies de peuplement ».

Le texte réaffirme par ailleurs que ces mesures n'ont « aucun fondement en droit » et constituent « une violation flagrante du droit international », et demande à Israël la cessation de ses activités dans les territoires occupés. [6]

AVIS CONSULTATIF DE LA COUR INTERNATIONALE DE JUSTICE (2004)

En juillet 2004, la CIJ avait jugé que la construction du mur séparation et le régime qui l'accompagne, y compris la politique de colonisation, étaient contraires au droit international (bien que l'analyse se limitait alors aux effets du mur).

Après l'avis de la CIJ, l'Assemblée générale de l'ONU a adopté, en septembre 2024, une résolution exigeant le retrait d'Israël des territoires occupés sous 12 mois.

- [1] Les conséquences de l'avis de la Cour International relatif à l'occupation du territoire palestinien
URL : <https://www.association-belgo-palestinienne.be/les-consequences-de-lavis-de-la-cour-international-relatif-a-loccupation-du-territoire-palestinien/>

- [2] Les médias français et la CIJ : quand l'absence devient un choix éditorial
URL : <https://www.acrimed.org/Les-medias-francais-et-la-CIJ-quand-l-absence>

- [3] Les États membres de l'ONU doivent se conformer à l'avis consultatif de la CIJ sur l'illégalité de l'occupation israélienne
URL : <https://www.amnesty.be/infos/actualites/article/etats-membres-conformer-avis-consultatif-illegalite-occupation>

- [4] Résolutions de l'ONU non respectées par Israël
URL : <https://www.monde-diplomatique.fr/2009/02/A/16775>

- [5] Ben Gurion: letter to his son, October 5, 1937
URL : <https://www.jewishvoiceforpeace.org/2013/04/06/the-ben-gurion-letter/>

- [6] Israël et l'ONU : une histoire d'une centaine de résolutions
URL : <https://www.lorientlejour.com/article/1090849/israel-et-lonu-une-histoire-dune-centaine-de-resolutions.html>



Qu'est-ce que la colonisation israélienne ?

Une injustice de très longue date

Rappeler l'illégalité que constitue la colonisation israélienne de la Palestine ne suffit pas pour saisir ce que cela signifie pour la population palestinienne. **Cette colonisation se matérialise par une série de mécanismes territoriaux, économiques, politiques, administratifs, sociaux et culturels, qui affectent profondément tous les aspects de la société palestinienne et de la vie quotidienne des Palestiniens. Ce qui est très rarement rappelé par les médias grand public.**

La colonisation israélienne est **une colonisation de peuplement** basée sur l'implantation massive et durable d'une population étrangère sur un territoire occupé, accompagnée par la transformation profonde de l'espace, des structures sociales et du contrôle des ressources.

Cela fait partie du projet sioniste depuis ses débuts. **Il ne s'agit pas des conséquences d'une extrême-droitisation de la société israélienne.**

La colonisation sioniste a commencé bien avant 1948 et après la création de l'État israélien, ce sont des gouvernements travaillistes (donc socialistes) ont renforcé ces pratiques. Par exemple, les kibboutzim ont joué un rôle central dans la colonisation sioniste en Palestine, particulièrement à partir du début du XXe siècle. Leur création s'inscrivait dans une stratégie de peuplement juif visant à établir une présence territoriale forte, souvent sur des terres acquises par le Fonds national juif, qui exigeait que ces terres soient « livrées vides d'habitants ». La colonisation a donc été un projet d'État, soutenu par des partis de toutes tendances, et non une dérive récente liée à la montée de l'extrême-droite.

Cette colonisation s'est institutionnalisée au fil du temps sous des gouvernements qualifiés de gauche.

« *Tous les chefs de gouvernement d'Israël ont encouragé l'expropriation des terres palestiniennes,^[2] invoquant tantôt des motifs de sécurité (parti travailliste), tantôt des visées messianiques (Likoud et partis d'extrême droite), ciblant toujours les terres les plus fertiles ou les ressources précieuses et abondantes* »[1]

Lier la colonisation et son expansion à la seule radicalisation suprématiste d'Israël occulte la continuité historique et la responsabilité de l'ensemble du système politique israélien et participe à présenter la colonisation comme une dérive, alors qu'elle est au cœur du projet sioniste depuis ses débuts. L'occulter empêche de comprendre que « *les crimes génocidaires entrent eux-mêmes dans un continuum de meurtres, d'oppressions, de restrictions, de destructions, de ségrégations qui forment les coordonnées permanentes de la politique d'Israël relative aux territoires palestiniens occupés* »[2].

Depuis 1967, plus de 710 000 colons israéliens vivent aujourd'hui en Cisjordanie et à Jérusalem-Est, répartis dans plus de 250 colonies. Cette population s'est installée de façon permanente souvent encouragée par des incitations notamment économiques (subventions et avantages fiscaux, prix attractifs pour le logement, aides aux entrepreneurs, etc.)[3]. L'installation d'une population civile sur les territoires palestiniens permet donc d'annexer de facto ses territoires à l'État israélien, c'est-à-dire, une annexion progressive qui, sans être toujours proclamée officiellement et qui se matérialise sur le terrain par des faits accomplis. [4]



Qu'est-ce que la colonisation israélienne ?

Une entreprise violente aux multiples facettes

DÉMOLITION SYSTÉMATIQUE DES HABITATIONS ET BÂTIMENTS

« La démolition des maisons sert de punition pour déplacer les gens, ou alors ces derniers sont d'abord déplacés, puis leurs maisons sont démolies. **La démolition sert de punition contre l'acte de résistance**, ou bien elle est utilisée dans des campagnes de liquidation massive comme lors des guerres contre Gaza, ou encore dans le cadre d'une vaste politique de judaïsation des lieux, ainsi que cela se passe à Jérusalem-Est et dans la vallée du Jourdain. Elle sert aussi de moyen de pression sur les détenus dans les prisons israéliennes qui doivent, lors des interrogatoires, faire des aveux, sinon c'est la démolition de la maison et le déplacement de la famille» [5]

DÉPLACEMENTS FORCÉS

Les démolitions, la destruction de biens, la confiscation des terres, mais aussi les attaques et le harcèlement des colons souvent avec la complicité ou la protection de l'armée israélienne, a forcé et forcent **des milliers des familles à fuir leurs villages**[7]. Ces déplacements forcés, ses expulsions répétées brisent des communautés et des familles entières et provoquent **des traumatismes psychologiques durables impossible à quantifier**. Cela aggrave aussi la précarité de ces familles déplacées.

CONFISCATION DE TERRES AGRICOLES ET ACCAPAREMENT DES RESSOURCES

« **La colonisation israélienne en Palestine est consubstantielle à la spoliation des ressources** (eau, terres, etc.), processus qui s'est considérablement accéléré depuis la fin des années 1960 avec l'installation de colonies agricoles juives. L'accaparement des ressources par l'État hébreu a dépossédé la population palestinienne d'un accès autonome à ces dernières, tout en la contraignant à importer des produits du marché israélien. L'eau et l'accaparement des terres agricoles sont ainsi devenus deux causes majeures du sentiment d'injustice des Palestiniens à l'égard d'Israël. La destruction systématique du secteur agricole en Palestine s'est ainsi installée depuis la Nakba en 1948, et permet aux Israéliens d'effacer ce qui constitue en grande partie l'identité des Palestiniens : leurs champs, leurs oliviers et leurs paysages. Les différentes guerres ont contribué à cette entreprise de destruction et la non-réhabilitation de ces terres agricoles détruites reste malheureusement trop difficile et coûteuse.»[6]

LA PRISON, UNE EXPÉRIENCE OMNIPRÉSENTE

Plus d'un million de Palestiniens issus de tous les milieux et générations ont été enfermés dans les prisons israélienne depuis 1967. Pour les Palestiniens de tout âge, l'expérience carcérale est omniprésente et est une possibilité. L'enfermement constitue un outil central du pouvoir colonial qui remplit d'autres fonctions que la simple « neutralisation » de personnes considérées comme dangereuses: il fragmente et affaiblit la société palestinienne, tout en consolidant la domination coloniale sur l'ensemble du territoire. L'emprisonnement ne se limite à la prison, la surveillance électronique, les permis, les checkpoints, les assignations à résidence, les contrôles, etc. forme ce que Stéphanie Latte Abdallah appelle **la toile carcérale israélienne**, « un système d'enfermement diffus, qui dépasse les murs de la prison et structure le contrôle d'un peuple colonisé. »[11]

Qu'est-ce que la colonisation israélienne ?



Entraves à la mobilité

Le territoire palestinien est complètement fragmenté par l'implantation des colonies mais aussi par la construction du mur de séparation (qui s'étend sur plus de 700 km), par les des checkpoints (de très nombreux témoignages font état de traitements humiliants, de violences (femmes accouchant au checkpoint, décès faute d'accès aux soins)[8], des routes réservées aux colons et interdites aux Palestiniens, par l'implantation de zones militaires et fermées (environ 20% de la Cisjordanie est déclarée «zone militaire fermée», inaccessible à la population palestinienne)[9]. Cela isole quasi complètement certains villages qui peuvent être coupés du reste de la Cisjordanie pendant des jours. Cela éclate des familles entières qui ne peuvent plus se voir, se rassembler alors qu'elles vivent à seulement quelques kilomètres l'une de l'autre. **Cette incertitude permanente, ces humiliations quotidiennes et les restrictions de mouvement affectent la santé mentale et le tissu social**

Exploitation économique

« La politique d'Israël ne se limite pas à évacuer ou éliminer les Palestiniens des terres qu'elle colonise. Elle absorbe leurs ressources pour les mettre au service de leur évacuation, elle les force à contribuer à leur disparition. **En ce sens la colonisation israélienne se présente comme une combinaison originale de colonisation génocidaire de peuplement et de colonisation oppressive d'exploitation**, dans laquelle le projet d'expulsion d'un peuple de ses terres coïncide avec l'absorption de toutes ses richesses, humaines et non humaines. Israël ne disloque pas la société palestinienne sans en exploiter ses membres épars ; elle ne lui dénie pas le droit de vivre sans soumettre sa force vitale à ses besoins. Le développement économique d'Israël ne va pas sans un véritable dé-développement de la société palestinienne.^[28] Comme colonie de peuplement, il s'agit de vider la terre de sa présence palestinienne, mais comme colonie d'exploitation, il s'agit de convertir cette présence en flux de richesse exploitables. »[12] .

Division administrative

La fragmentation du territoire divise la population palestinienne et **isole les différentes communautés palestiniennes**. Cela est aggravé par la fragmentation administrative. Il existe de nombreux statuts administratifs et régimes juridiques différents pour les Palestiniens (Habitants des zones A, B ou C, Palestiniens de 48, Hiérosolymitains, Gazaouiens, Réfugiés). Par ailleurs, les Palestiniens sont dépendants des permis délivrés par Israël pour tout (construire, se déplacer, accéder à des soins de santé, à l'éducation). Il existe plus de 100 types de permis différents. Les autorisations sont très difficiles à obtenir et dépendent du bon vouloir arbitraire des autorités israéliennes. Le système de laissez-passer et permis a transformé des droits fondamentaux (comme la liberté de circulation et l'accès aux soins) en des "privilèges" accordés à une minorité[10]

Culturicide

La colonisation implique également la destruction systématique et méthodique du patrimoine culturel matériel et immatériel, qui vise à effacer l'histoire, la mémoire et l'identité palestiniennes du territoire. S'il est particulièrement brutal à Gaza aujourd'hui, il affecte l'ensemble du territoire palestinien occupé. **Cela se manifeste de différentes manières** (liste non-exhaustive) : appropriation des sites archéologiques, transformation en profondeur du paysage, déboisement, arrachage massif d'oliviers, transformation de villages détruits en forêts artificielles, effacement des vies, histoires, existences palestiniennes dans les musées, guides touristiques, cartes de signalisation, renommage systématique des villages, villes, routes et zones géographiques démolition de cimetières palestiniens, destruction d'écoles, de lieux de culte, de centres culturels et de théâtres, attaques contre les mosquées et églises, contrôle et restriction des lieux saints musulmans, restriction et censure de la production littéraire et artistique palestinienne ; réappropriation de la cuisine palestinienne ; etc.

[1] La politique économique du génocide palestinien et le peuple du Commun
<https://www.contretemps.eu/israel-politique-economique-palestine-genocide-eau/>

[2] Ibid.

[3] Les raisons économiques de l'existence des colonies israéliennes
<https://www.thenewhumanitarian.org/fr/analyses/2015/01/05/les-raisons-economiques-de-l-existence-des-colonies-israeliennes>

[4] Cisjordanie : l'annexion dissimulée
<https://www.cncd.be/Cisjordanie-l-annexion-dissimulee>

[5] La démolition des maisons palestiniennes, l'autre arme de l'occupation
<https://orientxxi.info/magazine/la-demolition-des-maisons-palestiniennes-l-autre-arme-de-l-occupation,5132>

[6] L'agriculture en Palestine : une histoire d'insécurité alimentaire et de résistance
<https://carep-paris.org/recherche/ecologie-et-politique/lagriculture-en-palestine-une-histoire-dinsecurite-alimentaire-et-de-resistance/>

[7] Le transfert par Israël de sa propre population dans le territoire qu'il occupe constitue un crime de guerre, et en 2022, les violences commises par les colons israéliens ont atteint un niveau jamais enregistré, est-il indiqué au Conseil
<https://www.ohchr.org/fr/news/2023/03/human-rights-council-hears-current-israeli-plan-double-settler-population-occupied>

[8] Checkpoint 300 : suffocations et côtes brisées aux heures d'affluence
<https://www.chroniquepalestine.com/checkpoint-300-suffocations-et-cotes-brisees-aux-heures-daffluence/>

[10] La Palestine sous la botte
<https://www.palestine-studies.org/en/node/1640458>

[11] L'incarcération politique des Palestiniens comme paradigme du régime de mobilité
<https://books.openedition.org/pup/8014?lang=fr>

[12] La politique économique du génocide palestinien et le peuple du Commun
<https://www.contretemps.eu/israel-politique-economique-palestine-genocide-eau/>



Génocide culturel et résistances en Palestine

<https://www.agirparlaculture.be/genocide-culturel-et-resistances-en-palestine/>

Palestine. Vol au-dessus d'un nid de checkpoints

<https://orientxxi.info/magazine/palestine-vol-au-dessus-d-un-nid-de-checkpoints,3124>

Palestine : la résistance comme thérapie

<https://lundi.am/Palestine-la-resistance-comme-therapie>

La souveraineté alimentaire comme résistance en Palestine

<https://viacampesina.org/fr/la-souverainete-alimentaire-comme-resistance-en-palestine/>

L'organisation des travailleurs en Palestine et le combat pour la libération

<https://charleroi-pourlapalestine.be/index.php/2021/04/04/l-organisation-des-travailleurs-en-palestine-et-le-combat-pour-la-liberation/>

From economy of occupation to economy of genocide, le dernier rapport de la rapporteuse spéciale auprès des Nations Unies sur la situation droits humains dans les territoires palestiniens occupés, Francesca Albanese (en anglais, une traduction en français devrait être bientôt disponible)

<https://www.un.org/unispal/wp-content/uploads/2025/06/a-hrc-59-23-auv.pdf>

La notion de "colonisation" dans l'idéologie et la pratique sioniste

https://www.persee.fr/doc/camed_0395-9317_1984_num_29_1_972

Il fait sombre avant l'aube, mais le colonialisme israélien touche à sa fin

<https://www.contretemps.eu/colonialisme-israel-sionisme-palestine-pappe/>

Les Palestiniens dans la toile carcérale

https://www.monde-diplomatique.fr/2012/06/LATTE_ABDALLAH/47858

Effacer la Palestine pour construire Israël

<https://journals.openedition.org/etudesrurales/8132?lang=en>

Le projet sioniste, la colonisation de la Palestine et l'extrême droite israélienne [Podcast]

<https://spectremedia.org/minuit-dans-le-siecle/?episode=1514>

L Israël-Palestine: l'espoir saccagé de la paix (récit)

Il y a trente ans, le Premier ministre israélien Yitzhak Rabin et le leader palestinien Yasser Arafat échangeaient une poignée de main historique, à Washington. Les décennies qui ont suivi ont vu la mort lente du processus de paix. La perspective d'une solution négociée à la question palestinienne n'a jamais paru aussi lointaine, suite aux massacres commis par le Hamas le 7 octobre et à la riposte israélienne.



Olivier le Bussy

Publié le 23-10-2023 à 12h22 - Mis à jour le 26-10-2023 à 11h51

Enregistrer

Article paru sur le site de La Libre Belgique le 23 novembre 2023, 2781 mots

URL : <https://www.lalibre.be/international/moyen-orient/2023/10/23/israel-palestine-lespoir-saccage-de-la-paix-recit-DP32HIVRCNFFDLLW25VBAWPMZY/>

Extrait n°1

« L'image de cette poignée de main est entrée dans l'histoire. Elle portait l'espoir, fragile, mais tangible, d'un processus qui devait bâtir une paix durable entre les deux peuples qui se disputent la même terre. »



Pistes d'analyse

Cet article commence par une description détaillée de la fameuse poignée de main entre Yasser Arafat et Yitzhak Rabin devant Bill Clinton le 13 septembre 1993. Cette mise en scène, décrite avec emphase par la majorité des médias occidentaux à l'époque, participe à présenter « le conflit israélo-palestinien » comme un conflit qui peut être résolu avec quelques compromis et de la bonne volonté de part et d'autre.

Pourtant, cette vision est très contestée. Déjà à l'époque, de nombreux analystes ont perçu les accords d'Oslo non comme un réel processus de paix mais comme "une mascarade diplomatique"[1] voire "un marché de dupes"[2].

Voici comme Edward Saïd en parlait dans son essai *Oslo : le jour d'après* paru en 1993.

« Les vulgarités du défilé de mode de la cérémonie à la Maison-Blanche, le spectacle dégradant de Yasser Arafat remerciant tout le monde pour la privation de la plupart des droits de son peuple, et la stupide apparition de Bill Clinton en empereur romain du XXème siècle pilotant ses deux rois vassaux à travers les rituels de la réconciliation et de l'obéissance : tout cela n'a obnubilé que temporairement les proportions vraiment incroyables de la capitulation palestinienne. »

Plus loin, il ajoute « Je doute qu'il y ait un seul Palestinien regardant la cérémonie à la Maison-Blanche qui n'a pas ressenti qu'un siècle de sacrifices, de spoliation et de lutte héroïque n'a finalement servi à rien. »

Ainsi, pour beaucoup il n'y n'existait pas d'espoirs fragiles mais tangibles. Le processus d'Oslo est souvent résumé comme une façade diplomatique qui a surtout servi les intérêts d'Israël et de son allié américain pour gérer l'occupation sans mettre fin au « conflit ».

Par ailleurs, tout cela dépeint un scénario dans lequel les deux parties auraient une responsabilité égale dans l'échec des accords. Cela est renforcé par la phrase « **les deux peuples qui se disputent la même terre** ». Cette approche dilue les responsabilités spécifiques et permet de ne pas se confronter à la question de la colonisation et de l'occupation qui est pourtant centrale.

Extrait n°2

« Le processus de paix est dans un coma dépassé depuis plus de vingt ans. Il est difficile de voir en quoi le sort des Palestiniens se serait réellement amélioré. Et la sauvagerie des attaques menées le 7 octobre dernier par le Hamas, qui ont fait quelque 1400 victimes, essentiellement civiles, démontre avec une aveuglante cruauté que la population d'Israël ne vit toujours pas en sécurité. »



Pistes d'analyse

Cette phrase met en avant de façon beaucoup plus détaillée la souffrance israélienne. La manière dont les attaques du 7 octobre sont qualifiées ("**sauvagerie**"), le nombre de victimes dont on précise qu'elles sont majoritairement civiles et l'expression « **aveuglante cruauté** » concentrent l'attention sur la douleur israélienne et la rend tangible. De plus, l'auteur précise que la population israélienne n'est pas en sécurité mais ne rappelle pas que la population palestinienne est en grand danger.

À l'inverse, la situation palestinienne est évoquée de manière vague et abstraite.

Par ailleurs, dire que la situation palestinienne « **ne s'est pas réellement améliorée** » est un euphémisme qui laisse entendre que cette situation stagne alors qu'elle s'aggrave dramatiquement chaque jour. Ce contraste illustre bien la hiérarchisation implicite des vies humaines au sein du discours médiatique dominant.

Extrait n°3

« De nouvelles implantations israéliennes voient le jour en Cisjordanie, malgré le gel de la colonisation décrété par le gouvernement Rabin. Le nombre de colons passe de 112 000 en 1992 à 150 000 en 1995. Les opposants du processus de paix des deux camps vont, eux, user de la violence pour tenter de le saborder. Côté palestinien, le Jihad islamique et Hamas, qui poursuivent chacun l'objectif de créer un État islamiste sur l'ensemble de la Palestine historique, opèrent des attaques et des attentats dès le premier mois qui suit la poignée de main de Washington. »



Pistes d'analyse

L'article évoque la poursuite de la colonisation israélienne uniquement à travers quelques chiffres, rapidement mentionnés. Or la colonisation est une dimension centrale pour comprendre l'échec du processus d'Oslo. La formule « malgré le gel de la colonisation décrété par le gouvernement Rabin » est trompeuse : elle suggère que le régime israélien aurait cherché à restreindre l'expansion des colonies. En réalité, le gouvernement Rabin a poursuivi leur développement, notamment à Jérusalem, avec seulement quelques suspensions ponctuelles liées à des considérations internes, sans remettre en cause la stratégie globale. La colonisation ne constitue donc pas une anomalie mais bien une politique structurelle, inscrite dans le projet sioniste historique.

L'article met en avant une symétrie dans les responsabilités : d'un côté les attentats du Hamas et du Jihad islamique, de l'autre une colonisation reléguée au second plan. Or cette présentation inverse la chronologie des événements. Ce n'est pas la violence palestinienne qui est venue « saboter » la paix, mais la poursuite de la colonisation qui a nourri la désillusion et favorisé l'émergence de la résistance armée. Le Hamas et le Jihad islamique apparaissent dans un contexte marqué par l'occupation, la dépossession et l'humiliation structurelle des Palestiniens. Leur recours à la violence ne peut être compris ex nihilo, mais comme une réponse à cette situation.

Il convient également de rappeler que cette division entre organisations palestiniennes — les « modérées » opposées aux « islamistes radicaux » — n'est pas uniquement le fruit des dynamiques internes. De nombreux chercheurs considèrent que le régime israélien a, à certains moments, notamment dans les années 1980 et 1990, favorisé indirectement le développement du Hamas afin d'affaiblir l'OLP (Organisation de libération de la Palestine). Cette stratégie de « diviser pour mieux régner » visait à fragmenter le mouvement national palestinien, empêcher l'émergence d'une direction unifiée et ainsi réduire la capacité de résistance collective face à l'occupation.

Enfin, le choix des mots n'est pas neutre. Le terme « attentat » peut être justifié lorsqu'il s'agit d'actes visant des civils, mais son usage est souvent asymétrique. Les actions du Hamas sont systématiquement qualifiées d'attentats, ce qui les criminalise, tandis que les bombardements israéliens sont décrits comme de simples « opérations militaires », contribuant à leur légitimation.



Pistes d'analyse

L'article réduit le Hamas et le Jihad islamique à la volonté de « créer un État islamiste », occultant leurs dimensions politiques et l'évolution de leurs positions. Si la charte fondatrice du Hamas de 1988 exprimait une vision idéologique radicale, le document de principes adopté en 2017 reconnaît de facto l'idée d'un État palestinien dans les frontières de 1967 comme compromis tactique. Il précise également que la lutte vise le sionisme et non les Juifs.

En ne prenant pas en compte ces évolutions, l'article participe à délégitimer ces mouvements en les réduisant à des acteurs religieux irrationnels. Cette simplification contribue en outre à hiérarchiser les acteurs palestiniens : les « bons » (modérés, laïcs) et les « mauvais » (religieux donc violents). Elle occulte le fait que, pour le Hamas ou le Jihad islamique, l'objectif premier demeure la libération de la Palestine et la fin de l'occupation, plus que l'imposition d'un modèle religieux en soi.

Extrait n°4

« L'extrême droite israélienne a une autre cible dans le viseur : Yitzhak Rabin, qualifié de traître. Le 4 novembre 1995, le Premier ministre prononce un discours lors d'un vaste rassemblement pour la paix, place des rois d'Israël, à Tel-Aviv. Alors qu'il rejoint sa voiture, il est abattu par un jeune extrémiste juif religieux, Ygal Amir. Le camp israélien de la paix a perdu son guide. L'histoire aurait-elle été différente si Rabin avait vécu ? Personne ne peut l'affirmer avec certitude. »



Pistes d'analyse

L'article présente Rabin comme un acteur central et sincère de la paix, laissant entendre que son assassinat a interrompu une dynamique positive. Cette lecture héroïsante occulte cependant une partie essentielle de son parcours et de ses responsabilités. Général dans l'armée israélienne, Rabin était chef d'état-major lors de la guerre de 1967, durant laquelle Israël a conquis Gaza, la Cisjordanie, Jérusalem-Est, le plateau du Golan et le Sinâï. Plus tard, en tant que ministre de la Défense pendant la Première Intifada (1987–1993), il ordonne explicitement de « casser les bras et les jambes » des manifestants palestiniens[6]. Même après la signature des accords d'Oslo, il n'a jamais remis en cause la politique de colonisation, qui s'est poursuivie sous son gouvernement. En réduisant sa figure à celle d'un « guide de la paix », le texte suggère que son assassinat a mis fin à une promesse historique.

Extrait n°5

« Le cycle de la vengeance et de la haine est relancé. Qui pourra l'enrayer ? Quand ? Comment ? Aux différents médias qui l'ont interrogé ces derniers jours, l'écrivain et ancien ambassadeur d'Israël à Paris, Elie Barnavi, donne invariablement la même réponse : "La solution à deux États ne semble pas très bonne pour l'instant, mais il n'y a pas d'alternative." »



Pistes d'analyse

L'expression « **cycle de la vengeance et de la haine** » donne l'impression que le « conflit israélo-palestinien se réduit à un enchaînement irrationnel et émotionnel d'actes violents. En présentant la vengeance comme moteur principal de la situation, on gomme la dimension politique du combat palestinien qui s'inscrit avant tout dans une lutte anticoloniale. Ce cadrage entretient l'idée d'une haine ancestrale entre deux peuples, et non d'un rapport colonial structurant.

Le dernier mot de l'article est offert à Elie Barnavi, ancien ambassadeur d'Israël en France, représentant une ligne proche de la diplomatie israélienne. Il est important de rappeler que ses prises de position passées ont pu être particulièrement brutales. Le 15 octobre 2023, dans un entretien accordé à France Info, il déclarait sans détour que « **la chose la plus simple, c'est de soumettre Gaza à un tapis de bombes sans se poser de questions** »[7].

Depuis, face à la multiplication des accusations de crimes de guerre, à l'évidence du génocide et à l'impossibilité croissante de nier les faits rapportés de Gaza, il adopte un discours plus nuancé, à l'instar d'autres figures politiques ou intellectuelles contraintes de réajuster leur position publique mais il reste symptomatique que la parole finale revienne à un représentant israélien reconnu. Aucun équivalent palestinien n'est cité ni dans la conclusion ni dans l'ensemble de l'article, renforçant une asymétrie structurelle : les experts sont presque toujours israéliens ou occidentaux, rarement palestiniens ou critiques.

La conclusion donnée à Barnavi enferme le débat dans une logique d'absence d'alternative : la solution à deux États serait « mauvaise », mais « inévitable » faute de mieux. Cette approche naturalise la situation et ferme le champ des possibles, en refusant d'imaginer d'autres formes de coexistence ou de reconnaissance politique. Or, comme l'ont montré d'autres luttes de libération anticoloniales, un rapport de forces n'est jamais figé : il peut être transformé politiquement et historiquement.

En réduisant le conflit à une spirale affective (« haine », « vengeance ») et en limitant son horizon à une solution diplomatique abstraite (les deux États), l'article minimise les revendications légitimes des Palestiniens : la fin de l'occupation, la justice et l'autodétermination. Il s'agit d'un récit où la paix dépendrait uniquement de la fin de la violence « des deux côtés », sans remise en cause des structures coloniales qui produisent précisément cette violence.

[1] Oslo : le jour d'après – (Edward Saïd)
<https://ujfjp.org/oslo-le-jour-dapres-edward-said/>

[2] 13 septembre 1993, un marché de dupe
https://orientxxi.info/magazine/13-septembre-1993-un-marche-de-dupes_6682

[3] Jérusalem dans l'étau de la colonisation
<https://www.monde-diplomatique.fr/1995/06/AVRAN/6441>

[4] Entretien avec Leila Seurat sur le tournant dans la stratégie du Hamas
<https://www.lesclesdumoyenorient.com/Entretien-avec-Leila-Seurat-sur-le-tournant-dans-la-strategie-du-Hamas-le-Hamas.html>

[5] Opinion | A Brief History of the Netanyahu-Hamas Alliance
<https://www.haaretz.com/israel-news/2023-10-20/ty-article-opinion/.premium/a-brief-history-of-the-netanyahu-hamas-alliance/0000018b-47d9-d242-abef-57ff1be90000>

[6] Broken Bones and Broken Hopes
<https://www.haaretz.com/2005-11-04/ty-article/broken-bones-and-broken-hopes/0000017f-f6e1-d47e-a37f-fffda3b20000>

[7] Offensive imminente d'Israël à Gaza : "Je ne vois pas d'autre choix", défend Elie Barnavi, historien et ancien ambassadeur d'Israël en France
https://www.franceinfo.fr/monde/proche-orient/israel-palestine/offensive-imminente-d-israel-a-gaza-je-ne-vois-pas-d-autre-choix-defend-elie-barnavi-historien-et-ancien-ambassadeur-d-israel-en-france_6123423.html

Pour aller plus loin



Israël-Palestine, la solution : un État de Ghada Karmi, éd. La Fabrique, 2022

Les dix légendes structurantes d'Israël d'Illan Pappé, éd. Les nuits rouges, 2022 notamment le chapitre 8 intitulé L'échec du processus de paix est dû aux Palestiniens

De la théologie à la libération ? histoire du jihad islamique palestinien,
Wissam Alhaj, Nicolas Dot-Pouillard, Eugénie Rébillard, Préface d'Olivier Roy, Paris, La
Découverte, 2014, 214 pages



Un regard palestinien sur les accords d'Oslo

https://www.ifri.org/sites/default/files/migrated_files/documents/atoms/files/pe3-2023_mansour.pdf

Oslo : le jour d'après

<https://ujfp.org/oslo-le-jour-dapres-edward-said/>

Leila Seurat, le Hamas au-delà des discours

<https://www.france-palestine.org/Leila-Seurat-le-Hamas-au-dela-des-discours>

Le Jihad islamique palestinien, ou l'autre visage de la lutte contre Israël

<https://www.france-palestine.org/Le-Jihad-islamique-palestinien-ou-l-autre-visage-de-la-lutte-contre-Israel-25646>

L Un soldat israélien témoigne: "Une fois que nous sommes rentrés à Gaza, il est devenu évident que nous devons finir le travail"

De plus en plus de soldats israéliens rentrent chez eux, ramenant tristesse et traumatisme, alors que la victoire à Gaza reste floue et incertaine.

Nicolas Rouger, correspondant à Jérusalem

Publié le 08-03-2024 à 10h05 - Mis à jour le 08-03-2024 à 10h09

Enregistrer

Article paru sur le site de La Libre Belgique le 8 mars 2024 et dans l'édition papier de ce même journal sous le titre : "Être soldat israélien à Gaza, entre tristesse, vengeance et TikTok"

URL : <https://www.lalibre.be/international/moyen-orient/2024/03/08/un-soldat-israelien-temoigne-une-fois-que-nous-sommes-rentres-a-gaza-il-est-devenu-evident-que-nous-devions-finir-le-travail-XUJBA67D2JGORNWNRLN4K7H72Y/>

Extrait n°1

« Le printemps est arrivé dans les collines qui entourent Naplouse, en Cisjordanie, même si les nuits sont encore un peu fraîches. De la petite terrasse de sa maison en préfabriqué, cube identique à tant d'autres, posés par les colons israéliens sur ces sommets stratégiques, Oria Daiifani, 38 ans, admire la région. Tasse de café à la noisette à la main, il montre du doigt plusieurs nouveaux avant-postes, construits lorsqu'il était parti. Alors que l'attention du monde est portée sur Gaza, la colonisation se fait en cadence accélérée, en Cisjordanie occupée. Oria vient tout juste de revenir de la bande Gaza. Il y a passé quatre mois en tant qu'officier de réserve dans un bataillon d'infanterie, posté dans le nord de l'enclave. Corpulent et dynamique, il a le sourire facile, le regard franc. Celui-ci s'obscurcit quand il évoque cette guerre à rallonge : "Je n'ai qu'un mot pour qualifier ce que j'ai vu : triste. C'est triste ce que l'homme peut faire, à l'autre, à la terre" souligne-t-il. Mais il ne doute pas de la justesse de cette guerre." Une fois que nous sommes rentrés, il est devenu évident que nous devons finir le travail " ajoute-t-il. »



Pistes d'analyse

Les Palestiniens, dans de nombreux articles de presse occidentaux, sont rarement représentés comme des individus, avec des voix, des histoires et des vécus propres. Ils sont souvent présentés à travers le prisme de la violence ou de la victimisation, mais sans profondeur ou nuance. L'absence de portraits humains palestiniens ou de récits personnels qui montrent la diversité de leurs expériences renforce une vision unilatérale de la situation, où les Palestiniens apparaissent plus comme une masse informe de "terroristes", plutôt que comme des victimes d'une occupation prolongée avec des aspirations politiques, culturelles et sociales légitimes.

Les Israéliens, en revanche, quel que soit leur statut, bénéficient de représentations diversifiées, généralement incarnées, où même les colons ou les militaires sont décrits comme des individus avec des sentiments, des dilemmes et des vies personnelles, comme s'il s'agissait de simples "victimes du contexte" et où les injustices faites aux Palestiniens sont décrites comme des "dommages collatéraux" ou des erreurs isolées. Cette description du protagoniste de cet article en est un exemple. Soulignons que l'expression « **Il y a passé quatre mois en tant qu'officier de réserve dans un bataillon d'infanterie, posté dans le nord de l'enclave** » n'est pas anodine.

Elle permet d'oblitérer le fait qu'il y était pour participer à la destruction de Gaza et qu'il a très certainement participé à des crimes de guerre.[1][2][3] Cette manière de décrire les choses illustre un biais récurrent dans la couverture médiatique du génocide qui consiste à déresponsabiliser l'armée israélienne ou d'euphémiser ses actions.

Quant à la colonisation de plus en plus effrénée de la Cisjordanie, elle n'est évoquée qu'à travers une phrase perdue au milieu du portrait d'Oria Daiifani. Reléguer la question de la colonisation à une mention fugace et sans contexte permet non seulement de minimiser les conséquences humaines de l'occupation, mais aussi de diluer la responsabilité de ceux qui la perpétuent

Extrait n°2

« Aux plus de 30 000 victimes gazaouies reléguées au statut de statistique en Israël, on oppose près de 1200 civils et 247 soldats israéliens. Mais il faut y ajouter des milliers de blessés et deux peuples psychologiquement marqués au fer rouge. Un tel prix impose des résultats à Tsalal. Or ceux-ci tardent encore à venir : la famine menace plus de 2 millions de Gazaouis, dont la plupart demeurent massés dans Rafah et craignent une offensive israélienne imminente. »



Pistes d'analyse

Le journaliste critique l'anonymisation des victimes palestiniennes en Israël en les réduisant à des statistiques, pourtant il participe lui-même à ce processus dans son article.

Alors que le nombre de civils tués lors que l'attaque du 7 octobre est précisé du côté israélien, il ne l'est pas du côté palestinien. Pourtant ces 30 000 victimes gazaouies (ces chiffres ne plus d'actualité) sont aussi avant tout des civils, tués par l'armée israélienne. Cette inégalité de traitement est une problématique récurrente dans les médias occidentaux, où les victimes palestiniennes sont souvent anonymisées et reléguées à des chiffres ou des statistiques.

L'expression "**deux peuples psychologiquement marqués au fer rouge**" occulte le fait que les Palestiniens vivent sous occupation militaire et coloniale continue depuis 1948, avec des conditions de vie insupportables, une surveillance constante, des déplacements forcés, des emprisonnements massifs, et un accès limité aux ressources essentielles. Cette phrase tend à égaliser la souffrance des deux côtés sans prendre en compte les causes structurelles et historiques des traumatismes subis par les Palestiniens. Il ne s'agit pas de promouvoir l'idée que les Israéliens ne souffrent pas de cette situation. En mettant sur le même plan la souffrance des Israéliens et celle des Palestiniens, cette phrase masque une réalité essentielle

« **Un tel prix impose des résultats à Tsalal.** » : Cette phrase est ambiguë et peut être soumise à différentes interprétations. A notre sens, la phrase, telle qu'elle est formulée, suggère que les pertes israéliennes sont envisagées comme un « coût » qu'Israël aurait besoin de « rentabiliser » par des résultats. L'utilisation d'un langage comptable réduit la souffrance israélienne à une sorte de dette à « amortir » et la souffrance palestinienne à un dommage collatéral secondaire dans ce raisonnement.

« **La famine menace** » : Cette tournure de phrase masque le fait que c'est le régime israélien qui organise sciemment cette famine. Il ne s'agit pas d'une conséquence dramatique mais inévitable d'une guerre ou une catastrophe naturelle. Il s'agit d'une politique délibérée et documentée qui consiste à utiliser la famine comme arme de guerre. Le Comité spécial des Nations Unies, dans un rapport publié le 14 novembre 2024, rappelle que les responsables israéliens ont délibérément mis en place des politiques privant les Palestiniens de nourriture, d'eau et de carburants, en entravant systématiquement l'aide humanitaire[4]

Des rapports plus récents attestent que « *les 400 points de distribution de l'aide qui fonctionnaient pendant le cessez-le-feu temporaire dans la bande de Gaza ont été remplacés par seulement quatre points de distribution contrôlés par l'armée israélienne. Quelque deux millions de personnes sont ainsi contraintes de se rassembler dans des zones surpeuplées et militarisées où elles sont confrontées à des tirs quotidiens qui font un grand nombre de victimes parmi les personnes qui tentent d'obtenir de la nourriture, et à qui on refuse d'autres fournitures de première nécessité.* »[5]

Depuis fin mai 2025, plus de 600 Palestiniens ont été tués et plus de 4 000 blessés par des tirs israéliens et de prestataires américains devant ces centres de distribution [6]

Extrait n°3

« Pour Oria, tout cela était évitable, et tout est de la faute du Hamas. " Nous n'avons rien demandé. Nous avons même payé un prix très cher pour leur offrir la paix – et regardez ce qu'ils ont fait avec" dit-il. »



Pistes d'analyse

Ce passage rend le Hamas unique responsable de la situation. Cela constitue un argument récurrent utilisé par le régime israélien qui permet de nier les causes profondes et initiales de la violence: la colonisation. L'agression systématique israélienne a débuté bien avant l'émergence du Hamas en 1987 pendant la 2^e Intifada. Le Hamas est né en réaction à des décennies de répression israélienne. Cette représentation simpliste et manichéenne occulte les multiples formes de résistance palestinienne (qu'elles soient armées, politiques, sociales ou culturelles), et se concentre sur une faction spécifique. Loin d'être un mouvement monolithique ou dirigé exclusivement par des groupes armés, la résistance palestinienne est une lutte plurielle qui englobe une grande diversité de stratégies, de positions et de visions politiques.

Quant à l'idée que **"nous avons payé un prix très cher pour leur offrir la paix"**, c'est un mythe central dans le narratif israélien. Ce genre de déclaration participe à une victimisation qui dépeint Israël comme un acteur pacifique, bienveillant, qui serait prêt à faire des sacrifices pour parvenir à la paix, mais qui est constamment traîné dans la violence par des acteurs irrationnels comme le Hamas. Cette idée est la variation d'un autre mythe qui consiste à dire que les Palestiniens n'ont jamais raté une occasion de rater une occasion (de faire la paix)[7]. Ce qui est largement contesté par des analyses historiques rigoureuses qui montrent plutôt que ce sont les conditions imposées par Israël et les puissances occidentales qui ont miné les accords et empêché une paix réelle (c'est-à-dire juste). Par exemple, tout le processus d'Oslo a été une illusion de paix imposée par Israël, qui n'a fait que renforcer sa colonisation des territoires palestiniens.

En relayant cette déclaration d'Oria sans analyse critique, le journaliste contribue à légitimer un narratif non avéré qui transforme l'occupant en victime.

Extrait n°4

« Oria fait partie de ces quelques milliers de colons israéliens qui ont grandi dans la bande de Gaza, implantés avec leurs parents pour rendre tangible la souveraineté israélienne sur le territoire occupé. Il avait 19 ans, en 2005, quand le gouvernement israélien les a expulsés. Mais Gaza est resté en lui, insiste-t-il avec émotion. “ Il y a quelque chose là-bas, quelque chose dans l’air. Quand je foule le sable de Gaza, je me sens chez moi” dit-il en souriant.»



Pistes d'analyse

Ce passage constitue une justification, une légitimation, voire une romantisation de la colonisation israélienne à Gaza. Le témoignage d'Oria, centré sur son lien affectif et sensoriel au territoire, mobilise un registre émotionnel qui transforme la colonisation en expérience individuelle d'appartenance et d'attachement.

La phrase « **Quand je foule le sable de Gaza, je me sens chez moi** » illustre ce procédé. Elle humanise et naturalise la présence des colons, présentée non pas comme le résultat d'une stratégie de colonisation étatique, mais comme l'expression d'un sentiment intime et légitime d'appartenance

Par ailleurs, l'emploi du verbe « expulser » pour qualifier le retrait israélien de 2005 valorise la perspective coloniale en la présentant comme victime d'une perte ou d'une injustice.

Ce choix occulte le caractère stratégique du désengagement unilatéral : réduire les coûts militaires liés à la protection de quelques milliers de colons, tout en maintenant un contrôle indirect sur la bande de Gaza et en intensifiant la colonisation en Cisjordanie [8][9].

Ce passage place le lecteur du côté de l'expérience subjective et nostalgique d'un colon, et il invisibilise la dimension coloniale et illégale de cette implantation.

Extrait n°5

« D'autres vidéos sont plus violentes ou teintées de racisme : on y voit des artificiers se féliciter de détruire tout un quartier de Gaza, promettant une "vue sur mer" aux kibboutzim encore vides, de l'autre côté de la frontière. Des fantassins crient à l'oreille de prisonniers ligotés. Des soldats dévoilent des sous-vêtements de femmes palestiniennes ou imitent des poses érotiques. Cela peut aller plus loin encore, lorsqu'ils se moquent de cadavres. Ce qui fait évidemment écho au traitement réservé par le Hamas aux cadavres de soldats et civils israéliens le 7 octobre. »



Pistes d'analyse

Le passage décrit des comportements de soldats israéliens diffusés en ligne, allant de la moquerie à des humiliations explicites de prisonniers, de femmes ou de cadavres palestiniens. L'analyse de ces pratiques montre qu'elles ne relèvent pas de phénomènes marginaux mais s'inscrivent dans une logique plus générale de déshumanisation, inhérente au projet colonial israélien. Ces mises en scène participent au maintien du système colonial en normalisant des pratiques humiliantes et en renforçant la hiérarchie implicite des vies palestiniennes et israéliennes.

Le nombre de vidéos publiées massivement sur les réseaux sociaux par les soldats eux-mêmes en témoignent : **il ne s'agit pas de dérapages isolés**. Ces vidéos ont suscité l'indignation de nombreux internautes avant d'être mentionnées tardivement par certains médias mainstream traditionnels. A tel point que les autorités israéliennes avaient annoncé en janvier 2021 restreindre la couverture médiatique des soldats sur le terrain, "en raison de l'inquiétude croissante concernant le risque de poursuites judiciaires à l'encontre des réservistes voyageant à l'étranger en raison d'allégations d'implication dans des crimes de guerre à Gaza". Cette décision indique clairement que ces pratiques apparaissent comme problématiques moins par leur caractère exceptionnel que par leur visibilité internationale.

La formulation « cela fait écho au traitement réservé par le Hamas aux cadavres de soldats et civils israéliens le 7 octobre » présente ces actes comme une réaction aux atrocités qui auraient été commises par le Hamas. Ce cadrage suggère que la violence israélienne trouve sa source dans un réflexe émotionnel, de l'ordre de la vengeance, plutôt que dans une structure coloniale de domination qui la précède et la dépasse largement.

Ce type de traitement médiatique contribue à dépolitiser des pratiques de violence coloniale en les ramenant à des comportements singuliers de soldats, voire à une réponse « naturelle » à la barbarie adverse.

Extrait n°6

« L'officier a désormais retrouvé sa femme et ses trois filles, mais n'a pas raccroché son uniforme. Casque, gilet pare-balles et fusil sont sur la table de la cuisine, à portée de main. Dans les colonies de Cisjordanie, comme dans les villages frontaliers, l'armée prend en charge la sécurité. Les groupes d'autodéfense des résidents, qui s'entraînent toute l'année, ont été convertis en réservistes »



Pistes d'analyse

Derrière cette terminologie apparemment neutre se joue une normalisation de la colonisation de la Cisjordanie. Dire que l'armée « prend en charge la sécurité » revient à occulter que, dans ce contexte, il s'agit surtout protéger des colonies établies en violation du droit international. [10]

De même, désigner les groupes armés de colons comme des « groupes d'autodéfense » confère une légitimité à leur recours à la violence et présuppose l'existence d'une menace initiale dont ils seraient les victimes. Ce narratif inverse les responsabilités et invisibilise la réalité : ce sont précisément ces colons qui mènent des attaques régulières et violentes contre les Palestiniens.

Depuis octobre 2023, ces violences se sont intensifiées, avec une multiplication documentée d'agressions, de destructions de récoltes, de vols de bétail et de restrictions imposées aux Palestiniens dans leur accès à la terre et à l'eau. De nombreux observateurs qualifient ces dynamiques d'éléments constitutifs d'un processus de nettoyage ethnique, visant à pousser la population palestinienne à quitter ses terres et à annexer la Cisjordanie. Ce processus est facilité à la fois par l'armée, qui encadre et accompagne les colons, et par le soutien politique de responsables israéliens.

- [1] La population palestinienne de Gaza victime d'un génocide. URL : <https://www.amnesty.fr/actualites/rapport-genocide-palestiniens-gaza-commis-par-etat-israel>
- [2] Des preuves accablantes de crimes de guerre, alors que les attaques israéliennes anéantissent des familles entières à Gaza. URL : <https://www.amnesty.org/fr/latest/press-release/2023/10/damning-evidence-of-war-crimes-as-israeli-attacks-wipe-out-entire-families-in-gaza/>
- [3] Israël a commis des crimes contre l'humanité à Gaza. URL : <https://www.hrw.org/fr/news/2024/11/14/israel-commis-des-crimes-contre-lhumanite-gaza>
- [4] Un Comité spécial des Nations Unies estime que les méthodes de guerre utilisées par Israël à Gaza relèvent du génocide, y compris l'utilisation de la famine comme arme de guerre. URL : <https://www.ohchr.org/fr/press-releases/2024/11/un-special-committee-finds-israels-warfare-methods-gaza-consistent-genocide>
- [5] Plus de 160 organisations dénoncent la militarisation de l'aide humanitaire à Gaza. URL : <https://www.cncd.be/militarisation-aide-humanitaire-gaza>
- [6] Gaza : plus de 500 Palestiniens tués en tentant de se nourrir, selon les rapports. URL : <https://news.un.org/fr/story/2025/06/1156706>
- [7] Les Palestiniens n'ont jamais raté une occasion de rater une occasion. URL : <https://orientxxi.info/va-comprendre/les-palestiniens-n-ont-jamais-rate-une-occasion-de-rater-une-occasion,3649>
- [8] Le retrait de Gaza en dates. URL : <https://www.monde-diplomatique.fr/2005/08/CHAKRAVERTY/12528>
- [9] Le retrait de Gaza : premier ou dernier pas ?. URL : gabrielperi.fr/bibliotheque/le-retrait-de-gaza-premier-ou-dernier-pas/
- [10] L'intensification de la colonisation et de l'annexion en Cisjordanie a des conséquences désastreuses pour les droits humains. URL : <https://www.ohchr.org/fr/press-releases/2025/03/israel-ramps-settlement-and-annexation-west-bank-dire-human-rights>

kanika, elektronik
ketilmuan. Di dalam
kecerdasan buatan, hu
kan dua ilmu, yaitu
nusia. Untuk itu, ebun
rader robot yang nasti
sapi sistem
urut dia, robot masa
dan kecerdasan b
in berhitung dan b
refak 2007, m
nasiona
g sudah men
ard yang di
engharaga
robot itu st
Source L
izatio
pingan da
for d
micro-nano
Nagoya
ars

Pour aller plus loin



Gaza, une guerre coloniale sous la direction de Véronique Bontemps et Stéphanie Latte Abdallah, éd. Actes Sud, 2025

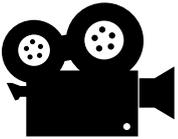


Les rapports de Breaking the silence, une ONG fondée en 2004 par des anciens soldats de l'armée israélienne. Elle recueille depuis 20 ans des témoignages de soldats ayant servi dans les territoires occupés, y compris Gaza, qui décrivent des pratiques violentes, humiliantes et contraires à l'éthique, répétées et structurelles.

<https://www.breakingthesilence.org.il/>

À Gaza, les soldats israéliens mettent en scène leurs crimes en vidéo

<https://orientxxi.info/magazine/a-gaza-les-soldats-israeliens-mettent-en-scene-leurs-crimes-en-video,7062>



Of Land and Bread de Ehab Tarabieh

En 2007, l'association B'Tselem (le centre israélien d'information pour les droits humains dans les territoires occupés) a initié un projet qui consistait à équiper de caméras vidéo des volontaires palestinien·nes en Cisjordanie, afin qu'ils documentent leur quotidien sous occupation israélienne. Of Land and Bread est composé de plusieurs de ces vidéos, montrant les actes quotidiens d'oppression, d'humiliation, de déshumanisation commis par les colons israéliens et l'armée israélienne.

Les 54 premières années. Manuel abrégé d'occupation militaire d'Avi Mograbi

À travers les témoignages de soldats qui l'ont mise en œuvre, le réalisateur dévoile le fonctionnement d'une occupation colonialiste et met en lumière la logique qui sous-tend de telles pratiques. Dans cet exposé, le réalisateur se réfère aux cinquante-quatre années d'occupation israélienne des territoires palestiniens de Cisjordanie et de la bande de Gaza pour esquisser un "Manuel abrégé d'occupation militaire".